Val de Gers
Communauté de Communes

# PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

## Séance du 16 octobre 2023

Le 16 octobre 2023 à 18h15, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Val de Gers, convoqué le 09 octobre 2023, s'est réuni en session ordinaire, à Saint Jean le Comtal sous la présidence de Monsieur François RIVIÈRE, Président.

## Etaient présents :

**NOMBRE DE MEMBRES**
En exercice : 58
Présents : 41
Procurations : 1
Absents : 17

Étaient présents :

Mmes et MMS. BORDENEUVE, GIACOMIN, JOULLIE, GERAULT, ROUSSEAU, SAINT-MARTIN, DUPRAT, LALANNE, BAUBAY, DUMONT, LACOSTE Franck, BONNET T., SORIANO, SEMPASTOUS, BALDINI, MONFORT, DUTOYA, BREIL, COURREGES, GARBAY, LABAT, PEYRUSSE, ROUDEAU, LACOSTE Francis, TELE, NASSANS, COURT, BOURDETTE, SAVARY, EXILARD, CAZES, MESNARD, BRUN, CASTEX Marc, AUBIAN, BONNET E., SONILHAC, CASTEX Béatrice, RIVIERE, BALAS, BARASZ.

Avait donné procuration : M. SARKISSIAN à Mme JOULLIE.

**Désignation du secrétaire de séance**

M. Roger BREIL est élu à l'unanimité pour assurer les missions de secrétaire de séance.

## Procès-verbal du conseil communautaire du 29 juin 2023

Le projet de procès-verbal du Conseil Communautaire du 29 juin 2023 est soumis par le Président à l'approbation du bureau. Aucune observation n'étant faite, il est approuvé à l'unanimité.

## RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR :

**URBANISME**

1. Point avancement PLUI
2. Charte de sobriété foncière, modèles de courriers au service ADS, modèles de courriers aux pétitionnaires (soumis à délibération)
3. Méthodologie d'exercice du droit de préemption urbain ; délégation au bureau communautaire ; demandes de plusieurs communes (soumis à délibération)
4. Approbation révision PLU Moncorneil-Grazan (soumis à délibération)

**AMENAGEMENT DU TERRITOIRE *(SOUMIS A DELIBERATION)* :**

5. Energies renouvelables : Approbation de la charte départementale
6. Inscription PR 17 (Durban - Orbessan) comme sentier d'intérêt communautaire

**FINANCES – RESSOURCES HUMAINES *(SOUMIS A DELIBERATION)* :**

7. Décisions modificatives budgétaires (budget principal, hôtel d'entreprises, hôtel d'entreprises II, maison médicale)
8. Tarifs cuisine centrale
9. Fonds d'amorçage 2022-2023
10. Modification du tableau des emplois, mises à disposition enfance
11. Nouvelles modalités de prêt des chapiteaux

**QUESTIONS DIVERSES**

| Décisions prises en vertu des délégations | |
|---|---|
| **Délibérations** du bureau communautaire du 11 juillet 2023 | Adoption de la convention de groupement de commandes avec le CIAS pour le renouvellement du marché des assurances ;<br>Attribution du marché de fournitures des accès internet et de téléphonie ;<br>Modification des règlements intérieurs du service petite-enfance |
| **Délibération** du bureau communautaire du 12/09/2023 | Approbation du bail locatif maison de santé pluridisciplinaire avec l'orthophoniste (Mme Zammit) ; Autorisation de prise en charge des frais de déplacement pour le congrès de l'intercommunalité |
| **Décisions** du Président en vertu de ses délégations | Aménagement du chemin de Lamothe à Pouy Loubrin pour les itinéraires cyclo touristiques 15 531€ et 23 500€ ; |

## Les points suivants ont été examinés et délibérés :

| Délibération 2023.CC03.01 | Droit de préemption urbain |
|---|---|

***VU** la délibération du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2022 par laquelle la Communauté de Communes a reçu la compétence de planification en matière d'urbanisme, lui conférant ainsi la compétence en matière de préemption urbaine en vertu de l'article L 211-2 du code de l'urbanisme,*

***Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L211-2, L 213.3, R 213.1 à R213-3,*

Le droit de préemption urbain (DPU) offre la possibilité à une collectivité locale, dans un périmètre prédéfini, de se substituer à l'acquéreur éventuel d'un bien immobilier mis en vente, pour réaliser une opération d'aménagement. Le propriétaire du bien n'est alors pas libre de vendre son bien à l'acquéreur de son choix et aux conditions qu'il souhaite.

En vertu des articles L211-2, L 213.3, R 213.1 à R213-3 du code de l'urbanisme une communauté de communes ayant la compétence en matière de droit de préemption urbain peut en déléguer l'exercice.

Le Président présente la procédure proposée : la Mairie souhaitant acquérir un bien (terrain / immeuble) en priorité, afin de réaliser une opération d'aménagement ou de constituer des réserves foncières en vue d'une opération d'aménagement (fondée sur des motifs d'intérêt général), exprime sa volonté de voir défini un DPU sur un bien ou sur une zone (ZAD) par délibération du conseil municipal. Elle présente ensuite son projet à la Communauté de Communes Val de Gers à travers un formulaire contenant une description du projet envisagé et les parcelles concernées. Si les conditions sont réunies, le Président inscrit le sujet à l'ordre du jour du bureau communautaire, qui instaurera un DPU (ou une ZAD) sur le périmètre identifié et délèguera l'exercice de ce droit à la commune.

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents **DÉCIDE de :***

- **D'APPROUVER** la procédure interne d'utilisation du droit de préemption urbain,
- **DELEGUER** au Bureau Communautaire le soin d'examiner les demandes des communes relatives au droit de préemption et de leur en déléguer l'exercice

| Délibération 2023.CC03.02 | Instauration d'un Droit de Préemption Urbain : Commune de Durban |
|---|---|

***VU** la délibération du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2022 par laquelle la Communauté de Communes a reçu la compétence en matière de planification, lui conférant ainsi la compétence en matière de préemption urbaine en vertu de l'article L 211-2 du code de l'urbanisme,*

*VU la délibération du 26 juin 2023 du conseil municipal de la commune de Durban exprimant son souhait d'instaurer un droit de préemption urbain,*

*VU la lettre du maire de Durban demandant l'instauration de cette préemption puis sa délégation à la commune,*

**CONSIDÉRANT** que la Communauté de Communes Val de Gers a reçu et examiné selon les critères précités le dossier de demande d'instauration d'un droit de préemption urbain dans le cadre du projet détaillé ci-après,

| Commune | Date dépôt demande | Descriptif de l'opération |
|---|---|---|
| Durban | 26/06/23 | Droit de préemption urbain sur l'ancien presbytère. Parcelle ZD 51. Motif : projet de réhabilitation du bâtiment et de création de logements et équipements intergénérationnels. |

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,* ***DÉCIDE :***

- **D'INSTAURER** un droit de préemption urbain sur l'ancien presbytère situé sur la parcelle ZD 51 ;
- **DE DELEGUER** l'exercice du droit de préemption urbain à la commune de Durban dans le cadre du projet susmentionné ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer tous les actes et documents relatifs à cette opération.

## Délibération 2023.CC03.03 — Renouvellement d'une Zone d'Aménagement Différé : Commune de Monferran-Plavès

*VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2022 par laquelle la Communauté de Communes a reçu la compétence en matière de planification, lui conférant ainsi la compétence en matière de préemption urbaine en vertu de l'article L 211-2 du code de l'urbanisme,*

*VU la délibération du 16 février 2017 du conseil municipal de la commune de Monferran-Plavès instaurant une Zone d'Aménagement différé sur les parcelles C97, C38, B541, B509, B142, B587,*

*VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2017 instaurant cette ZAD,*

*VU la lettre du maire de Monferran-Plavès demandant le renouvellement de cette zone puis sa délégation à la commune,*

**CONSIDÉRANT** que la Communauté de Communes Val de Gers a reçu et examiné selon les critères précités le dossier de renouvellement d'une zone d'aménagement différé dans le cadre du projet détaillé ci-après,

| Commune | Date dépôt demande | Descriptif de l'opération |
|---|---|---|
| Monferran-Plavès | 01/06/23 | Renouvellement de la Zone d'Aménagement Différé approuvée par arrêté préfectoral du 13/04/2017. Parcelles C97, C38, B541, B509, B142, B587. Motifs : mise aux normes de l'assainissement non collectif communal, stationnement au centre de la commune, développement de ses activités de loisir. |

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,* ***DÉCIDE :***

- **D'INSTAURER** une zone d'aménagement différé sur les parcelles C97, C38, B541, B509, B142, B587
- **DE DELEGUER** l'exercice du droit de préemption à la commune de Monferran-Plavès dans le cadre de ce projet ;

**D'AUTORISER** le Président à signer tous les actes et documents relatifs à cette opération.

## Délibération 2023.CC03.04 — Instauration d'une Zone d'Aménagement Différé : Commune de Ornézan

*VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2022 par laquelle la Communauté de Communes a reçu la compétence en matière de planification, lui conférant ainsi la compétence en matière de préemption urbaine en vertu de l'article L 211-2 du code de l'urbanisme,*

*VU la délibération du 16 février 2023 du conseil municipal de la commune de Ornézan exprimant son souhait d'instaurer une zone d'aménagement différé,*

*VU la lettre du maire de Ornézan demandant à la Communauté de Communes d'instaurer la zone puis sa délégation à la commune,*

**CONSIDÉRANT** que la Communauté de Communes Val de Gers a reçu et examiné selon les critères précités le dossier de demande d'instauration d'une zone d'aménagement différé dans le cadre du projet détaillé ci-après,

| Commune | Date dépôt demande | Descriptif de l'opération |
|---|---|---|
| Ornézan | 21/04/23 | Zone d'aménagement différé au lieu-dit Sempé. Parcelles B 38, 39, 48, 34, 33, 32. Motif : projet de préservation des ruines d'une villa gallo-romaine. |

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,* ***DÉCIDE :***

- **D'INSTAURER** une zone d'aménagement différé sur les parcelles B 38, 39, 48, 34, 33, 32 ;
- **DE DELEGUER** l'exercice du droit de préemption à la commune de Ornézan dans le cadre du projet susmentionné ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer tous les actes et documents relatifs à cette opération.

**Délibération 2023.CC03.05** — **Approbation du Plan Local d'Urbanisme révisé de Moncorneil-Grazan**

*VU l'article L 153-2 du Code de l'urbanisme,*

*VU l'article L 153-9 du code de l'urbanisme,*

*VU l'avis en date du 12 juillet 2021 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale,*

*Vu la délibération du 23 juin 2022 du Conseil Communautaire transférant la compétence « plans locaux d'urbanisme, de carte communale ou de document en tenant lieu » à la communauté de communes,*

*VU la délibération du 13 décembre 2022 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes approuvant et fixant les modalités de la poursuite de la procédure de révision du PLU de Moncorneil-Grazan,*

*VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,*

*VU la délibération du 12 octobre 2023 du conseil municipal de Moncorneil-Grazan approuvant la révision de son PLU,*

**CONSIDÉRANT**, qu'à la suite de la délibération du 23 juin 2022, la Communauté de Communes est devenue compétente en matière d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme et des Cartes Communales, compétence effective depuis le 23 septembre 2022,

**CONSIDÉRANT**, ensuite, la volonté de la commune de poursuivre la procédure qu'elle avait engagée, de révision de son PLU,

Les éléments principaux du projet de révision ont été présentés en conférence des maires,

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,* ***DÉCIDE :***

- **D'APPROUVER** le Plan Local d'Urbanisme révisé de Moncorneil-Grazan ;
- **DE MANDATER** le Président pour transmettre le Plan Local d'Urbanisme à M. le Préfet du Gers afin qu'il l'approuve par arrêté préfectoral,

**D'AUTORISER** le Président à signer tous les actes et documents relatifs à cette opération

**Délibération 2023.CC03.06** — **Approbation de la charte pour le développement des énergies renouvelables dans le Gers**

Lors des « assises gersoises des énergies renouvelables en agriculture », co-organisées par la chambre d'agriculture et le syndicat des énergies du Gers sous le patronage du préfet et du président du conseil

départemental le 22 octobre 2021, il a été identifié le besoin de rédiger une charte à destination des collectivités et des porteurs de projets dont l'objectif est d'organiser, d'accélérer et d'accompagner le déploiement des unités de production d'énergies renouvelables dans un cadre territorial défini et choisi, intégrateur de l'intérêt général territorial de long terme.

La Charte a vocation à constituer un référentiel commun pour guider l'action de ses signataires dans ce domaine, et à mobiliser leur coopération dans l'accueil et le suivi de ce développement. Son contenu sera porté à connaissance tant des porteurs de projets que des citoyens gersois, via des documents adaptés.

En signant cette charte la Communauté de Communes s'engage à :

• Intégrer les principes conducteurs de développement de la présente Charte dans ses actions en matière d'aménagement, de planification territoriale et dans ses projets

• Orienter les porteurs de projets vers les points d'entrée identifiés dans l'organisation territoriale structurée par la démarche de Charte,

• Sensibiliser ses membres afin que les délibérations communales et communautaires portant sur les projets EnR soient prises après le passage du projet en pôle EnR,

• Participer aux comités techniques du pôle EnR lorsqu'un projet concerne son territoire.

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,* ***DÉCIDE :***

- **D'APPROUVER** la charte pour le développement des énergies renouvelables dans le Gers ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer la charte ainsi que tous les actes et documents y relatifs ;

| **Délibération 2023.CC03.07** | **Modification de l'intérêt communautaire** |
|---|---|

***Vu*** *le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 5214-16 et L 5214-23-1,*

***Vu*** *la délibération du Conseil Communautaire du 19/10/2021 modifiant l'intérêt communautaire,*

Un nouveau sentier de randonnée a été labellisé, intitulé « le sentier du moulin », il permet de relier les Communes de Durban et d'Orbessan. D'une distance de 11km, il est accessible à pied ou à vélo.

Le Président propose au conseil communautaire d'ajouter ce sentier à la liste des sentiers d'intérêt communautaire. En outre, une précision d'emplacement est apportée au tronçon cyclo touristique 'Pouyloubrin – Masseube'.

L'intérêt communautaire de la Communauté de Communes Val de Gers est adapté dans les conditions présentées dans le document ci-joint.

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,* ***DÉCIDE :***

- **D'ADOPTER** la nouvelle définition de l'intérêt communautaire comme présentée dans l'annexe à la présente délibération.

| **Délibération 2023.CC03.08** | **Budget principal** |
|---|---|

| | | |
|---|---|---|
| **200072320**<br>Code INSEE | **VAL DE GERS**<br>VAL Principal | **DM n°1 2023** |

DECISION MODIFICATIVE N° 1

| Désignation | Dépenses (1) | | Recettes (1) | |
|---|---|---|---|---|
| | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| D-6188 : Autres frais divers | 0,00 € | 21 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| **TOTAL D 011 : Charges à caractère général** | **0,00 €** | **21 000,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| R-777 : Quote-part des subventions d'investissement transférées au comp | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 21 000,00 € |
| **TOTAL R 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **0,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** | **21 000,00 €** |
| **Total FONCTIONNEMENT** | **0,00 €** | **21 000,00 €** | **0,00 €** | **21 000,00 €** |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| D-13912 : Régions | 0,00 € | 21 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| **TOTAL D 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **0,00 €** | **21 000,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| D-2313 : Constructions | 21 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| **TOTAL D 23 : Immobilisations en cours** | **21 000,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| **Total INVESTISSEMENT** | **21 000,00 €** | **21 000,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| **Total Général** | | **21 000,00 €** | | **21 000,00 €** |

**Délibération 2023.CC03.09**

## Hôtel d'entreprises

| | | |
|---|---|---|
| 32426 | VAL DE GERS | DM n°1 2023 |
| Code INSEE | HOTEL D'ENTREPRISES | |

DECISION MODIFICATIVE N° 1

| Désignation | Dépenses (1) | | Recettes (1) | |
|---|---|---|---|---|
| | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| D-6156 : Maintenance | 620,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| **TOTAL D 011 : Charges à caractère général** | **620,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| D-6811 : Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles | 0,00 € | 620,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| **TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **0,00 €** | **620,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| **Total FONCTIONNEMENT** | **620,00 €** | **620,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| R-28181 : Installations générales, agencements et aménagements divers | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 620,00 € |
| **TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections** | **0,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** | **620,00 €** |
| D-2181 : Installations générales, agencements et aménagements divers | 0,00 € | 620,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| **TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles** | **0,00 €** | **620,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| **Total INVESTISSEMENT** | **0,00 €** | **620,00 €** | **0,00 €** | **620,00 €** |
| **Total Général** | | **620,00 €** | | **620,00 €** |

**Délibération 2023.CC03.10**

## Hôtel d'entreprises II

| | | |
|---|---|---|
| 32426 | VAL DE GERS | DM n°1 2023 |
| Code INSEE | HOTEL D'ENTREPRISES II | |

DECISION MODIFICATIVE N° 1

| Désignation | Dépenses (1) | | Recettes (1) | |
|---|---|---|---|---|
| | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | |
| D-63512 : Taxes foncières | 1 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| **TOTAL D 011 : Charges à caractère général** | **1 000,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| D-6688 : Autres | 0,00 € | 1 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| **TOTAL D 66 : Charges financières** | **0,00 €** | **1 000,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| **Total FONCTIONNEMENT** | **1 000,00 €** | **1 000,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| **Total Général** | | **0,00 €** | | **0,00 €** |

**Délibération 2023.CC03.11** — **Maison pluri-médicale**

| | | |
|---|---|---|
| **32426** | **VAL DE GERS** | **DM n°1 2023** |
| Code INSEE | MAISON PLURI-MEDICALE | |

DECISION MODIFICATION N°1

| Désignation | Dépenses (1) | | Recettes (1) | |
|---|---|---|---|---|
| | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| **INVESTISSEMENT** | | | | |
| D-21318 : Autres bâtiments publics | 485 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-2132 : Immeubles de rapport | 0,00 € | 5 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| **TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles** | **485 000,00 €** | **5 000,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| D-2313 : Constructions | 0,00 € | 480 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| **TOTAL D 23 : Immobilisations en cours** | **0,00 €** | **480 000,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| **Total INVESTISSEMENT** | **485 000,00 €** | **485 000,00 €** | **0,00 €** | **0,00 €** |
| **Total Général** | | **0,00 €** | | **0,00 €** |

**Délibération 2023.CC03.12** — **Actualisation des tarifs de la cuisine centrale**

***Vu** la clause de révision de prix figurant au marché public conclu avec la société API restauration*

Conformément à la réglementation en vigueur le marché public conclu avec Api prévoit une clause de révision des prix selon l'indice des prix des denrées alimentaires et l'indice des métiers de la restauration. L'application de ces indices prévoit une augmentation des tarifs de 11.44% par rapport à l'année dernière. Ces nouveaux tarifs remplacent l'indemnité d'imprévision adoptée le 1er avril 2023 qui n'a plus lieu d'être versée.

**TARIFS REPAS PRODUITS PAR LA CUISINE CENTRALE**
**Applicables au 1er novembre 2023**

| Etablissement | Type repas | Tarif repas payé à API par le budget Cuisine Centrale | Participation Frais de Fonctionnement Cuisine Centrale | Tarif Repas vendus par le budget annexe Cuisine centrale | *Pour information:* Tarif Livraison du SPRAD *compétence du CIAS* | Total : tarif repas + livraison | Pour mémoire : Tarifs Avril 2023 avec indemnité imprévision |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| EHPAD | Déjeuner | 5,55 | 0,60 | 6,15 | | | 6,00 |
| | Gouter | 0,46 | 0,36 | 0,82 | | | 0,82 |
| | Diner | 5,41 | 0,60 | 6,01 | | | 5,86 |
| | Déjeuner Personnel | 5,79 | 0,60 | 6,39 | | | 6,21 |
| | Diner Personnel | 5,64 | 0,60 | 6,24 | | | 6,07 |
| PETITE ENFANCE | Déjeuners 5-7 mois | 2,88 | 0,36 | 3,24 | 0,25 | 3,49 | 3,18 |
| | Déjeuners 8-11 mois | 3,13 | 0,36 | 3,49 | 0,25 | 3,74 | 3,44 |
| | Déjeuners 12-18 mois | 3,00 | 0,36 | 3,36 | 0,25 | 3,61 | 3,31 |
| | Déjeuners 18 mois - 4 ans | 3,13 | 0,60 | 3,73 | 0,25 | 3,98 | 3,68 |
| | Déjeuners personnel | 3,32 | 0,60 | 3,92 | 0,25 | 4,17 | 3,88 |
| ENFANCE CLSH | Déjeuners 3-5 ans | 3,19 | 0,60 | 3,79 | 0,25 | 4,04 | 3,74 |
| | Déjeuners 6-10 ans | 3,24 | 0,60 | 3,84 | 0,25 | 4,09 | 3,81 |
| | Déjeuners ados et personnel | 3,32 | 0,60 | 3,92 | 0,25 | 4,17 | 3,88 |
| ENFANCE SCOLAIRE | Déjeuners 3-5 ans | 3,19 | 0,60 | 3,79 | 0,25 | 4,04 | 3,74 |
| | Déjeuners 6-10 ans | 3,24 | 0,60 | 3,84 | 0,25 | 4,09 | 3,81 |
| | Déjeuners personnel | 3,32 | 0,60 | 3,92 | 0,25 | 4,17 | 3,88 |
| REPAS A DOMICILE sur Val de Gers | Déjeuner portage sur VDG | 6,08 | 0,72 | 6,80 | 4,25 | 11,05 | 10,87 |
| REPAS A DOMICILE Sur Astarac Arros en Gascogne | Déjeuner portage sur AAG livrés à domicile par le SPRAD | 6,08 | 0,72 | 6,80 | 4,25 | 11,05 | 10,87 |
| | Déjeuners portage sur AAG - dépôt groupé à Montaut | 6,08 | 0,72 | 6,80 | 1,25 | 8,05 | 7,87 |
| FOYER MONTAUT Astarac Arros en Gascogne | Déjeuners Montaut | 3,68 | 0,60 | 4,28 | 1,25 | 5,53 | 5,51 |
| | Diners Montaut | 3,53 | 0,60 | 4,13 | 1,25 | 5,38 | 5,36 |

*Les tarifs indiqués dans le tableau sont en euros (€)*

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,* ***DÉCIDE :***

- **D'ACTUALISER** les tarifs en TTC comme présenté dans les tableaux ci-dessus applicables à partir du 1er novembre 2023
- **D'ARRETER** le versement de l'indemnité d'imprévision à compter de cette date

**Délibération 2023.CC.03.13** — **Répartition du fonds d'amorçage 2022-2023**

Le Président rappelle que dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires, l'Etat a instauré un fonds d'amorçage destiné à aider les communes pour l'entrée en application de la réforme. Ainsi, les Communes de Val de Gers qui gèrent une école ainsi que les RPI ont bénéficié de ce fonds pour l'année scolaire 2022/2023.

La compétence 'activités périscolaires' ayant été confiée à la Communauté de Communes par ses Communes membres, le Président rappelle que par délibération du Conseil Communautaire du 04 septembre 2013, il a été décidé que le fonds d'amorçage serait réparti entre les Communes ou RPI et la Communauté de Communes.

Le principe de répartition retenu par l'assemblée prévoit que les Communes et RPI financent les dépenses supplémentaires liées à la réforme avec le fonds d'amorçage perçu et que le solde est ensuite reversé à la Communauté de Communes.

Le Président présente le tableau de répartition du fonds d'amorçage entre les Communes ou RPI et la Communauté de Communes. Il rappelle que comme les années précédentes, ce tableau est basé sur la détermination des dépenses supplémentaires liées à la mise en place de la réforme pour chaque Commune et RPI concerné et sur le montant total du fonds d'amorçage versé.

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,* ***DÉCIDE :***

- **D'APPROUVER** le tableau de répartition du fonds d'amorçage 2022/2023 des rythmes scolaires ci-dessous, basé sur les montants de fonds d'amorçage perçus et le surcoût réel de la réforme pour les Communes et RPI :

**Répartition du fonds d'amorçage pour la réforme des rythmes scolaires - année scolaire 2022-2023**

| COMMUNES / RPI | Année scolaire 2022 - 2023 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Evolutions 2022 - 2023 Observations | Effectifs pris en compte pour le fonds | Nb heures supplémentaires liées à la réforme / semaine | Coût horaire moyen retenu | Nb de semaines d'écoles | Surcoût réforme pour la commune / le RPI | Montant fonds d'amorçage perçu | Part commune / RPI | Part Val de Gers |
| **BARRAN** | *Pas de modification* | 71 | 7,75 | 18 | 36 | 5022 | 6390 | 5022 | 1368 |
| **BROUILH-MONBERT** | *Pas de modification* | 20 | 3 | 18 | 36 | 1944 | 1800 | 1944 | 0 |
| **MASSEUBE** | *semaine à 4 jours, ne perçoivent plus de fonds d'amorçage* | | | | | | | | |
| **PANASSAC** | *Pas de modification* | 36 | 1,5 | 18 | 36 | 972 | 3240 | 972 | 2268 |
| **ST JEAN - LASSERAN** | *Pas de modification* | 66 | 9,25 | 18 | 36 | 5994 | 5940 | 5994 | 0 |
| **ORBESSAN - ORNEZAN** | *Pas de modification* | 70 | 5,75 | 18 | 36 | 3726 | 4240 | 3726 | 514 |
| **SEISSAN** | *Pas de modification* | 112 | 9,5 | 18 | 36 | 6156 | 10080 | 6156 | 3924 |
| **HAUTES-VALLEES** | *semaine à 4 jours, ne perçoivent plus de fonds d'amorçage* | | | | | | | | |
| **TOTAL** | | | ***36,75*** | ***18*** | ***36*** | ***23814*** | ***31690*** | ***23814*** | ***8074*** |

**Délibération 2023.CC03.14** — **Modification du tableau des emplois**

***Vu*** *la loi modifiée N° 84-53 du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,*
***Vu*** *le précédant tableau des emplois du 29 juin 2023,*

Le Président présente les modifications à apporter au tableau des emplois :

- Création d'un emploi fonctionnel de directeur général des services (DGS) et un emploi permanent d'ingénieur ou d'attaché de catégorie A pour accueillir le nouveau DGS au 1er janvier

- Création d'un emploi de référent familles à l'espace ressources à 17h50
- Création d'un emploi d'animateur espace ressources/France service – centre social à 28h

Le détail des modifications figure dans le tableau ci-dessous.

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,* ***DÉCIDE :***

- **DE MODIFIER** les emplois comme exposé dans le tableau ci-dessous ;

**D'ADOPTER** le nouveau tableau des effectifs figurant ci-après, qui se substitue à celui adopté le 29 juin 2023.

| **Délibération 2023.CC03.15** | **Mise à disposition de personnel au service à l'enfance** |
|---|---|

***VU*** *les dispositions de l'article 61 de la loi N° 84-53 du 26/01/1984 modifiée qui permet à un fonctionnaire, avec son accord, d'être mis à disposition pour effectuer tout ou partie de son service dans d'autres collectivités ou établissement que le sien ;*

Le Président rappelle que chaque année des personnels sont mis à disposition de la Communauté de Communes pour l'accomplissement des services des ALAE et des ALSH.

Des conventions sont ainsi conclues annuellement avec plusieurs collectivités. Cette année sont concernées les communes de Lasséran, Seissan et Pavie.

Il précise que dans un souci partagé d'efficacité et d'économie, la Communauté met également des agents à disposition de certaines collectivités : Communes de Barran, Panassac, RPI de Panassac, Lasséran et Ornézan.

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,* ***DÉCIDE :***

- **D'APPROUVER** les mises à disposition de personnel telles qu'elles figurent dans le tableau ci-dessous

**D'AUTORISER** le Président à signer toutes les conventions de mise à disposition et les documents y afférents.

| **Délibération 2023.CC03.16** | **Modalités de prêt des chapiteaux** |
|---|---|

La Communauté de communes Val de Gers favorise le développement des activités sportives et culturelles organisées par les communes du secteur. Pour cela, elle met à disposition 4 chapiteaux de dimensions 5mx5m équipés de pieux d'ancrage, de protections murales, de gouttières de jonction, pour des événements ouverts au public organisés sur des terrains publics.

Cette mise à disposition nécessitant des moyens de logistique et mobilisant les agents techniques de la Communauté de Communes, le Président souhaite proposer une facturation de cette mise à disposition avec 3 formules tarifaires suivant le nombre de chapiteaux demandés :

1. **Cas privilégié** : la commune assure par ses propres moyens le montage, le démontage et le transport des chapiteaux. Un agent technique Val de Gers participe aux opérations et effectue les états des lieux.

| | | |
|---|---|---|
| 1, 2, 3 ou 4 chapiteaux | 1 agent | 120,00 € |

2. **Livraison en sus :** la commune assure par ses propres moyens le montage et le démontage. Un agent technique Val de Gers (ou 2 agents suivant le nombre de chapiteaux) livre les chapiteaux, participe aux opérations et effectue les états des lieux.

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1 ou 2 chapiteaux | | 3 ou 4 chapiteaux | |
| 1 agent, 1 véhicule | 390,00 € | 2 agents, 2 véhicules | 660,00 € |

3. **Livraison, montage, démontage :** la commune n'étant pas en capacité d'assurer le montage, le démontage et la livraison, le service technique Val de Gers assure toutes les opérations de mise à disposition.

| | | |
|---|---|---|
| 1 chapiteau | 3 agents, 1 véhicule | 375,00 € |
| 2 chapiteaux | 3 agents, 1 véhicule | 660,00 € |
| 3 chapiteaux | 3 agents, 2 véhicules | 1 110,00 € |
| 4 chapiteaux | 3 agents, 2 véhicules | 1 380,00 € |

Points d'attention :

- Mise à disposition réservée uniquement aux manifestations ouvertes au public et sur terrain public
- Responsabilité assurée par le maire de la commune
- Pour sol dur obligation d'utilisation de poids de lestage (non fournis)
- Normes de montage à respecter suivant la notice PLISSON
- Normes de sécurité à respecter suivant le registre de sécurité

*Le CONSEIL COMMUNAUTAIRE, après en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents,* ***DÉCIDE :***

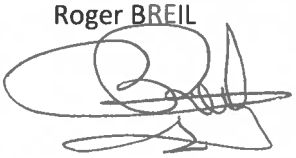
- **D'ADOPTER** les tarifs mentionnés ci-dessus applicables aux prêts de chapiteaux aux communes à partir du 1er janvier 2024

## Points n'ayant pas fait l'objet de délibérations

**URBANISME : p**oint avancement PLUI

**QUESTIONS DIVERSES**

Approuvé le

Le Président
François RIVIERE

Le secrétaire de séance
Roger BREIL